

Bulletin d'histoire politique

La « Question bretonne » et le nationalisme breton

Sharif Gemie



Volume 21, numéro 1, automne 2012

Les nationalismes celtes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1011700ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1011700ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gemie, S. (2012). La « Question bretonne » et le nationalisme breton. *Bulletin d'histoire politique*, 21(1), 120–129. <https://doi.org/10.7202/1011700ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2012

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La « Question bretonne » et le nationalisme breton

SHARIF GEMIE
Glamorgan University

Y a-t-il véritablement un nationalisme breton ? En réalité, en tenant compte des crises et tensions vécues en Bretagne depuis le XVII^e siècle, il serait plus juste de parler d'une « Question bretonne ». Cette question, selon Morvan Lebesque, se résume à la suivante : « Comment peut-on être Breton ? »¹ Les historiens Jean-Jacques Monnier et Michel Denis ont fourni une réponse à cette question, qui ne se limite pas à la seule dimension politique et qui intègre des dimensions plus larges comme la culture et l'identité. Pour Monnier, être Breton, c'est faire la promotion de l'identité bretonne ; pour Denis, c'est refuser l'intégration totale de la Bretagne dans la France et défendre les intérêts spécifiquement bretons².

En Bretagne, cette question trouve différentes formes d'expression. Il y a, bien sûr, des mouvements prônant un nationalisme séparatiste (comme « Emgann », aujourd'hui, ou « Breiz Atao », dans les années 1930 et 1940), mais ils ont été et sont toujours fortement minoritaires. Plus importantes sont les organisations qui revendiquent des formes nouvelles de relations entre la Bretagne et la France : par exemple, l'Union démocratique bretonne (UDB, créé en 1964), qui revendique une autonomie plus grande pour la Bretagne. Il y a aussi différents courants régionalistes. On pense ici aux monarchistes de l'Association bretonne (créée en 1843, interdite en 1854, puis récréée en 1873) qui défend une Bretagne catholique comme rempart à une France trop moderniste et laïque. Il ne faut cependant pas oublier les organisations comme les Bleus de Bretagne (créée en 1899) qui militent pour la sortie de la Bretagne du conservatisme et pour son intégration dans les structures d'une France républicaine. Cette dernière organisation tire son inspiration des actions vigoureuses des groupes républicains bretons dans les villes de la Bretagne pendant la Révolution française : une dimension de l'histoire politique de Bretagne que l'on occulte ou sous-estime trop souvent³. En marge de ces organisations, on retrouve, au fil des ans, une pléthore de groupes, de groupuscules, d'asso-

ciations et de réseaux, souvent petits et minoritaires, voire sans importance apparente, pour qui la culture et la langue ne peuvent être séparées du politique. Ces derniers forment cet amalgame appelé *Emsav* (littéralement «soulèvement»), une appellation floue pour un mouvement flou.

Après ce tour d'horizon sommaire des différentes tendances politiques bretonnes, on peut tirer deux conclusions. Premièrement, il n'y a aucun mouvement politique fort qui incarne le nationalisme breton équivalant au Front de libération national algérien ou au Congress Party en Inde, par exemple. Parler du nationalisme breton, au singulier, est donc impossible. Deuxièmement, il ne faut cependant pas conclure hâtivement que la dimension nationale n'est pas présente dans le paysage breton. Il demeure toujours cette «Question bretonne», posée de multiples façons et à laquelle des réponses variées ont été formulées, allant du nationalisme classique à des formes d'expression politique indirectes et floues⁴. Pour étudier et comprendre le nationalisme breton, il faut par conséquent être attentif à ces nuances.

Plutôt que de présenter chronologiquement les groupes et les associations nationalistes, je porterai mon regard sur trois relations conflictuelles qui ont marqué l'histoire bretonne et qui ont généré des mouvements ayant contribué directement ou indirectement au nationalisme breton et, par conséquent, apporté quelques réponses à la «Question bretonne».

Aristocrates contre Paris

Les nobles bretons ont souvent été au centre des luttes de pouvoir sous l'Ancien Régime. Alors que la bourgeoisie bretonne se développait isolément dans les grandes cités portuaires de Saint-Malo, de Brest et de Nantes, les nobles, en raison des rencontres bisannuelles des États de Bretagne à Rennes, formaient un groupe uni⁵. Comme classe, ils possédaient une culture mixte: pour la plupart, ils parlaient français et non breton; en plus, ils admiraient les modes de vie de Versailles. Mais, de l'autre côté, ils chérissaient le souvenir de l'autonomie de la Bretagne d'avant 1532. Ils étaient convaincus que la réunion des deux pays ne signifiait pas la fin des privilèges et des particularismes bretons, comme, par exemple, un niveau de taxation très bas et l'exemption de conscription. Au cours du XVIII^e siècle, les nobles bretons ont acquis la réputation d'individus au fort esprit de lutte, illustrée de façon tapageuse lors des fêtes organisées à Rennes pour célébrer la réunion du Parlement, mais aussi exprimée par leur volonté de s'opposer aux édits de Paris. Parmi les nobles, les plus militants provenaient de la frange la plus pauvre.

Une première grande crise éclate en 1718-1720, lorsque le marquis de Pontcallec organise une ligue des nobles et en appelle à une révolte contre la taxation imposée par l'État français. À cette occasion, il s'est tourné vers

la monarchie espagnole pour obtenir de l'aide. Sept navires ont été envoyés, mais un seul est arrivé à Quiberon, avec trois cents soldats espagnols à son bord. N'ayant trouvé personne pour les recevoir, ils sont repartis sur-le-champ en Espagne. Pour la monarchie française, Pontcallec était coupable de trahison. Le châtement fut exemplaire: 70 nobles arrêtés, le marquis et trois de ses acolytes furent décapités sur la place publique à Nantes.

Il est évident que, dans le cas d'un mouvement aussi multiforme et diffus que l'*Emsav*, il serait absurde de vouloir chercher une date officielle de naissance. Cependant, l'affaire Pontcallec pourrait être considérée comme l'un des points de départ de la «Question bretonne». En même temps, cependant, il faut souligner les limites de cette affaire. Pontcallec fait appel à la monarchie espagnole et non pas au peuple breton. Il défend une série de privilèges, non une nation. Il ne fait référence à aucun concept politique d'une communauté nationale; il lutte plutôt pour la reconnaissance des pouvoirs du parlement breton. De plus, les appuis de la population bretonne à la cause défendue par la noblesse demeurent fragiles. Jusqu'à 1788, il semble que celle-ci obtient le soutien populaire. Les nobles sont alors perçus comme des défenseurs du bien-être économique de la Bretagne. Ce soutien s'évapore cependant à l'apparition des premières tensions politiques à l'aube de la Révolution française. Ce qui a fait dire à Michel Denis, peut-être par esprit de provocation, que la Révolution a commencé à Rennes en mai 1788⁶. Cependant, c'est réellement après 1790 que tout change en Bretagne. On observe alors l'apparition d'une haine tenace à l'endroit de la noblesse pour s'être arrogé le droit de parler au nom de la nation. En raison du revirement de la situation, les nobles se voient donc contraints de défendre politiquement leur position. En 1790, le comte de Botherel écrit un plaidoyer en faveur de la cause soutenue par l'aristocratie bretonne. Dans son plaidoyer, ce dernier fait un vibrant appel au peuple l'exhortant de défendre la patrie française et la constitution bretonne contre les factions révolutionnaires, les magistrats incorruptibles contre les petits tribunaux de la Révolution et de s'opposer aux revendications du tiers état⁷.

Les activistes bretons membres de la noblesse restent prisonniers de leurs propres contradictions politiques passéistes. Ils expriment un amour pour leur Bretagne: un pays de paysans fidèles et de bons prêtres. Ce conservatisme politique et social n'implique pas nécessairement un conservatisme technique ou culturel. Ces mêmes aristocrates pouvaient encourager la modernisation de l'agriculture et être sensibles aux nouveautés artistiques⁸. Ils demeurent cependant hésitants à l'endroit du nationalisme, comme ils craignent la modernisation des institutions politiques et les appels au peuple. Sur la question de la langue bretonne, ils sont sans passion, la considérant uniquement comme une barrière utile à la modernité parisienne, mais non comme un atout.

Église contre République

L'église s'implante tardivement en Bretagne, mais elle s'implante avec force. La grande vague de la Réforme catholique coïncide avec l'expansion démographique des villes bretonnes, la volonté d'établir des institutions d'éducation et le développement économique de la région, principalement dans les industries du lin et de la toile. Les églises construites au XVII^e siècle, ces grands édifices de granit, qui surplombent tous les autres dans les villes et les villages, expriment cette confiance et cette puissance. Le chef-d'œuvre de l'époque est, sans contredit, le calvaire de l'église de Saint-Jean-Trolimon (Finistère) : un bloc de granit, de quatre mètres de long par trois mètres de haut, sur lequel est sculptée une bonne centaine des figures religieuses. Ce qui surprend de cet immense bloc de granit, c'est l'absence du nom du sculpteur, comme s'il avait été réalisé par les habitants eux-mêmes⁹. Cette religion renouvelée a profondément interagi avec la culture bretonne. Par exemple, les premiers dictionnaires de la langue bretonne ont été rédigés par des clercs. Certains ont même avancé que les quatre dialectes bretons ne remonteraient pas aux anciennes populations gauloises, mais serait plutôt le résultat des différents dictionnaires produits par l'église. Quoique douteuse comme analyse linguistique, cette thèse montre l'importance culturelle de l'Église dans la société bretonne.

Au XIX^e siècle, les églises vieillissantes n'incarnent plus la ferveur religieuse. Les pardons prendront leur place et deviendront la forme d'expression la plus visible de l'interaction entre culture populaire et culture religieuse. Ces pèlerinages, autrefois courants à travers toute la France, demeuraient toujours populaires en Bretagne, où ils continuaient à attirer la faveur populaire, même parmi de nombreux Bretons anticléricaux. Ces processions saisissantes, qui mélangeaient religiosité austère, beuveries et forte participation populaire, ont fasciné des artistes (comme Courbet, Gauguin et Cottet) et donc des touristes. Cette pratique considérée comme « traditionnelle » est véritablement à son apogée au cours du XIX^e siècle et dans les premières années du XX^e siècle en raison de l'apparition de réseaux de transport modernes et de nouvelles pratiques de loisirs qui ont donné un nouveau souffle à ce rituel ancien. En juillet 1920, deux cent mille personnes ont participé au pardon de Sainte-Anne-d'Auray, probablement le plus grand pardon jamais répertorié¹⁰.

Mais quelle est donc la réponse de l'Église à la Question bretonne ? Comme dans le cas de l'aristocratie bretonne, l'église demeure ambiguë. D'un côté, la majorité des prêtres et évêques est préoccupée par la montée du républicanisme, quoique ce dernier ne soit pas toujours anticléric, comme en fait foi l'appel de Georges Sand durant la II^e République (1848-1851) en faveur d'une association logique et naturelle entre le tricolore et le crucifix. Mais cet appel n'a pas été entendu, puisque la III^e République

(1870-1940) a été édiflée sur des principes anticléricaux¹¹. Pour les prêtres bretons, la priorité est donc de protéger leurs congrégations de cette vague républicaine. Ils possèdent des moyens remarquables pour réaliser cet objectif. L'Église était un instrument puissant de contrôle social et d'encadrement de l'éducation, de la sociabilité, de la presse, de l'aide, et même de la modernisation. À travers elle, le clergé s'attaquait aux initiatives républicaines par des moyens imaginatifs. Par exemple, en 1889, la presse catholique bretonne parlait avec fierté d'une année commémorative : non celle de 1789, mais celle de 1689, l'année de la vision de sainte Margaret-Marie¹². Il mobilise aussi les Bretons, telles des troupes de choc, contre les actions anticléricales du gouvernement français. La Fédération nationale catholique du général de Castelnau, créée dans la deuxième décennie du XX^e siècle, a obtenu son soutien le plus important en Bretagne. Lors de ses grandes manifestations de 1924 et de 1925, de vingt mille à cent mille fidèles ont marché en Bretagne¹³. Pour sauver l'âme catholique bretonne de la République athée, le clergé n'hésite pas à affirmer que *feiz* [la foi] et *Breizh* [Bretagne] sont indissociables. Mais qu'en est-il du nationalisme ? Généralement, les évêques s'opposent à toute initiative qui risquerait d'entraîner une dérive nationaliste.

Parmi les prêtres, les opinions varient. L'initiative originale qu'est la revue *Feiz ha Breiz* en est un bon exemple. Cette revue, publiée une première fois entre 1865 et 1884, réapparaîtra entre 1899 et 1944. En 1912, le tirage s'élève déjà à sept mille exemplaires ; en 1919, à son apogée, il est de dix mille¹⁴. À partir de 1907, la majorité des articles publiés par la revue sont en breton. Il faut souligner que *Feiz ha Breiz* n'est pas une publication officielle de l'Église. Elle découle de l'initiative du controversé abbé Perrot (1877-1943), militant pour une « République sociale, catholique, bretonne et paysanne ». Son initiative n'est pas strictement conservatrice. Perrot se méfie des visées de la noblesse bretonne, et, afin de s'opposer à elle, prône la mise sur pied d'une organisation politique plus moderne, basée sur une force populaire, la paysannerie. Son évêque le rappelle à l'ordre et, en 1926, s'arroge le droit de censurer les colonnes de *Feiz ha Breiz*, ce qui marque l'échec de cette tentative de créer un mouvement breton, paysan et catholique. Malgré cet échec, Perrot demeure un pionnier, comme en témoignent les appuis importants accordés par les Bretons à différents mouvements politiques de la tendance du catholicisme social, affranchis de l'influence de la noblesse, comme le Sillon de Marc Sangnier (1902) et le Parti démocratique populaire (PDP, 1924).

Celtes contre Latins

Théodore Hersart de La Villemarqué (1815-1895) est, sans contredit, l'un des plus importants précurseurs de l'Emsav¹⁵. Personnage difficile à cerner,

il ressemble à première vue aux jeunes légitimistes de la monarchie de Juillet. Fils d'un aristocrate breton et député ultraroyaliste, cet étudiant d'un collège jésuite se décrit comme un fervent catholique. À première vue, son identité politique semble claire. Même que son œuvre littéraire s'apparente à celle de la génération perdue des jeunes légitimistes frustrés. En 1839, en pleine montée du romantisme, il publie à compte d'auteur son œuvre la plus importante. Une analyse plus fine nous amène cependant à nuancer cette classification trop sommaire. Avec la publication de *Barzaz Breiz*, il prétend présenter aux lecteurs l'authentique voix des paysans bretons bretonnants. Ici, il se distingue des nobles bretons, puisque ceux-ci ne partagent pas son admiration pour la culture populaire bretonnante. Il célèbre aussi dans ce livre la poésie celtique en langue bretonne, alors que la grande majorité des aristocrates bretons se considèrent comme des descendants de l'ancienne élite française. De plus, Villemarqué ne fréquente pas les aristocrates conservateurs, il lie plutôt des amitiés avec de jeunes Bretons républicains, comme Émile Souvestre ou Auguste Brizeux. Il se distingue aussi des aristocrates par ses idées. À l'opposé des aristocrates, Villemarqué ne considère pas la paysannerie comme un instrument utile contre un État modernisateur, ni sa culture comme simple digue. Au contraire, il présente sa poésie comme une véritable révélation dans des termes quasi bibliques. Elle montre, selon lui, où se trouve le vrai centre spirituel de toute l'Europe. Pour ces raisons, peut-on considérer Villemarqué comme un nationaliste breton ? Pas vraiment. Il plaide plutôt pour une nouvelle Europe celtique et catholique, dont la Bretagne en serait le centre. Au lieu de l'indépendance de la Bretagne, il recherche une nouvelle union avec la France dans laquelle la Bretagne en serait le cœur. Il ne fait donc aucun doute que Villemarqué est très différent des légitimistes conservateurs. Il ressemble davantage à son contemporain breton, l'abbé Lamennais, un exemple d'un penseur issu d'une société et d'une culture conservatrices qui a développé une pensée originale.

Sur la langue bretonne elle-même, Villemarqué dit peu. Certains ont même émis des doutes sur sa réelle capacité à comprendre le breton des paysans. Malgré tout, ses travaux deviendront un vibrant plaidoyer pour la survie de la langue bretonne, en déclin et marginalisée, bien sûr, mais loin d'être morte. Villemarqué a aussi fourni un argument de taille aux nationalistes. Selon lui, ils incarnent les valeurs celtiques contre les valeurs latines de Paris, même de Rome, ouvrant ainsi la porte à des pratiques païennes. Certains militants nationalistes ont suivi leurs camarades gallois dans un « réveil » du druidisme¹⁶. La culture politique développée par Villemarqué et ses disciples est donc très différente de la culture politique des légitimistes bretons, attachés au catholicisme traditionnel et aristocratique.

Cette nouvelle culture politique n'est pas à l'abri d'une dérive raciste. Avec *Breiz Atao*, par exemple, on voit se multiplier dans les années 1936-1944 surtout, la propagande haineuse dirigée contre les juifs français, considérés comme les maîtres de Paris. La collaboration directe, énergique et volontaire d'une frange de l'*Emsav* avec les forces nazies ne peut être remise en question¹⁷. Mais on ne doit pas prendre cette collaboration comme typique de l'*Emsav*. La typologie des réactions catholiques bretonnes à la victoire nazie, établie par Yvon Tranvouez, est très pertinente sur ce point. Il y a un catholicisme de gauche, de la ligne du Sillon et du PDP, qui s'est opposé au nazisme et qui a encouragé la pratique de différentes formes de résistance. On trouve aussi des conservateurs catholiques bretons, qui acceptent volontiers Vichy, mais qui gardent leurs distances par rapport au Troisième Reich. L'abbé Perrot incarne une troisième voie. Cet anticommuniste, pro-Pétain, cherchait de façon pragmatique à tirer avantage de la collaboration pour développer politiquement le nationalisme breton. La collaboration active des certains nationalistes représente donc une réalité fortement minoritaire¹⁸.

En fin du compte, l'épisode collaborateur représente un grand échec pour le nationalisme breton. La honte qui subsistera de nombreuses années après la guerre dans les rangs des vieux militants et l'amertume ressentie par ceux-ci se croyant obligés de défendre des conduites indignes ont fortement nui à la reconstruction du Parti national breton. Il faut ajouter aux difficultés des nationalistes l'émergence de nouvelles forces politiques très attrayantes durant la guerre. De Gaulle lui-même incarne des idéaux partagés par de nombreux Bretons : patriotisme, républicanisme, catholicisme, progrès et ordre. Outre De Gaulle, la démocratie chrétienne du Mouvement républicain populaire (MRP) rejoint à bien des égards le catholicisme moderne, libéré du conservatisme politique, prôné par le PDP, qui, comme nous l'avons mentionné, avait déjà connu quelque succès dans la région avant la guerre. Finalement, en 1945, on observe une percée marquée de la gauche en Bretagne. Sur les 38 députés des cinq départements bretons, on compte 6 communistes, 7 socialistes et 12 du MRP. Une Bretagne rouge s'affirme.

Le Comité d'études et de liaison des intérêts bretons (1951) fut la première organisation politique qui s'est attaquée la « Question bretonne » après 1945. Cette organisation de nature administrative et technocratique souhaitait faire profiter à la Bretagne de l'expansion technique et économique française. Les forces de l'*Emsav* n'étaient pas disparues aux lendemains de la guerre, elles se sont tournées vers d'autres thèmes comme celui de la culture, plus précisément la musique et la danse¹⁹. Elles s'intéressent aussi à la question linguistique en faisant la promotion de l'enseignement en breton.

Aujourd'hui, le celticisme en Bretagne se manifeste surtout grâce à des festivals géants annuels tels que le Festival Interceltique de Lorient

(FIL) et les Vieilles Charrues. Ces événements, qui se déroulent sur plusieurs journées au cours de l'été, rassemblent des dizaines de milliers de personnes et donnent pour un temps à la Bretagne le titre de « pays des festivités ». Le ton de ces événements est surtout éclectique et même internationaliste. Le FIL est soucieux de conserver, autant que possible, l'authenticité celtique. Ce thème est d'ailleurs utilisé pour construire des liens avec d'autres pays ou communautés associés à la culture celtique, comme le Pays de Galles, la Galice et même la Nouvelle-Écosse au Canada. Les Vieilles Charrues, pour leur part, se veulent un festival de musique pour les jeunes, sans aucune prétention à l'authenticité celte. En ajoutant les innombrables autres festivals régionaux, ces manifestations culturelles donnent une autre image du celticisme. Il s'exprime maintenant davantage à travers une sociabilité festive plutôt qu'à travers la question de l'identité raciale. La réussite de ces événements démontre aussi la capacité des Bretons à s'organiser et suggère une confiance nouvelle, qui ne peut être associée au nationalisme dans le sens classique du terme. Cette confiance doit être vue comme l'une des facettes importantes de l'image que se font d'eux-mêmes les Bretons d'aujourd'hui.

La Question bretonne

Pourquoi donc la Bretagne n'a-t-elle pas donné naissance à un mouvement nationaliste fort ? Parce que la Bretagne est une société marquée par des divisions multiples et évidentes. Premièrement, sa géographie fait l'objet d'un débat. De quelle Bretagne parle-t-on ? De la Bretagne classique, celle des neuf évêchés de l'Ancien Régime ? De la Bretagne des cinq départements (Finistère, Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine, Morbihan et Loire-Atlantique) établie en 1790, qui a donné à la région un pouvoir administratif faible ? De la région administrative plus cohérente des quatre départements (Finistère, Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine, Morbihan *sans* la Loire-Atlantique), mis en place sous Vichy en 1941 ? Deuxièmement, on ne s'entend pas sur la capitale, est-ce Rennes (comme aujourd'hui) ou bien Nantes ? Il y a, enfin, les divisions entre une Bretagne bleue (c'est-à-dire républicaine) et une Bretagne blanche (royaliste), une Bretagne anticléricale et une Bretagne catholique, une Bretagne urbaine et une Bretagne rurale, une Bretagne bretonnante et une Bretagne francophone, une Bretagne des terres et une Bretagne des mers (« Breton terrien, Breton de rien »), une Bretagne collaboratrice en 1940, une Bretagne résistante...

Ces divisions sont trop profondes pour pouvoir permettre le développement d'un mouvement nationaliste classique, ce qui explique la fascination perpétuelle des militants bretons pour d'autres pays. Si Pontcallec a fait appel à l'Espagne pour lui venir en aide, d'autres ont vu dans certains pays des utopies qui incarnent leurs idéaux : le Pays de Galles est considéré

comme le royaume de la langue celtique²⁰, l'Irlande est admirée pour sa pratique révolutionnaire, et même, quelques-uns ont vu dans le Troisième Reich l'idéal de la pureté raciale. La langue bretonne elle-même est considérée par certains nationalistes comme une « communauté imaginée » où vit la nation bretonne, qui, sans elle, serait inexistante²¹. Par exemple, le journal nationaliste breton, *Combat Breton*, a proclamé en 1998: « Tu peux acheter un triskell [ancien symbole celtique avec trois pointes], un *gwenn ha du* [drapeau breton en blanc et noir], un CD, mais tu ne peux pas acheter la langue de ton pays. Apprends, lis, parle, et défends la langue bretonne! »²²

Ce type de nationalisme pur et classique gagne peu d'adhérents en Bretagne aujourd'hui. L'idée d'une autonomie plus large pour la région, quelquefois liée à un soutien symbolique et sentimental pour la langue bretonne, fait des progrès dans les sondages, et la majorité des partis politiques actifs en Bretagne y font référence de façon sympathique. Les groupes comme l'Union démocratique bretonne ont fait quelques avancées, mais aucune percée décisive. C'est pour cette raison que l'avenir du nationalisme breton résidera probablement non pas dans un mouvement politique, mais plutôt dans une éthique communautaire entre Bretons²³.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Voir son livre *Comment peut-on être Breton. Essai sur la démographie française*, Paris, Seuil, 1970.
2. Jean-Jacques Monnier, « Des militants bretons dans la Résistance » et Michel Denis, « Le mouvement breton pendant la guerre », chacun dans C. Bougeard (dir.), *Bretagne et Identités régionales*, Brest, CRBC, 2001, p. 103-119 et p. 151-166.
3. Voir l'excellente collection des essais de Alain Drouet (dir.), *Les Bleus de Bretagne*, Saint-Brieuc, Fédération « Côtes-du-Nord 1989 », 1991.
4. Sur ce débat, voir surtout Ronan Le Coadic, *L'identité bretonne*, Rennes, PUR & Terre de Brume, 1998.
5. Voir Jean Meyer, *La Noblesse Bretonne au XVIII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1972; James B. Collins, *Classes, Estates and Orders in Early Modern Brittany*, Cambridge, CUP, 1994; et John Hurt, « The Parlement of Brittany and the Crown: 1666-1675 », *French Historical Studies* 4, 1965-1966, p. 411-33. Il faut noter en plus les descriptions vivides de la vie de la noblesse bretonne dans l'œuvre de Chateaubriand, surtout dans le premier volume de ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, Paris, Librairie Générale Française, 1973.
6. Michel Denis, *Rennes, berceau de la liberté: révolution et démocratie, une ville à l'avant-garde*, Rennes, Ouest-France, 1989.
7. Comte de Botherel, *Protestations adressés au roi et au public*, Ar Relug-Kerhoun, An Here, 2000.
8. Par exemple, sur la modernité culturelle voir Corinne Prével-Montagne, « Armel Beaufils et la Bretagne », *Ar Men*, no. 132, janvier 2003, p. 50-57; pour les contradictions de la modernisation de l'agriculture en Bretagne voir les

premiers chapitres de Robert O. Paxton, *French Peasant Fascism: Henry Dorgères's Greenshirts and the Crisis of French Agriculture, 1929-1939*, Oxford, OUP, 1997.

9. Voir Alain Croix, *L'Age d'or de la Bretagne, 1532-1675*, Rennes, Ouest-France, 1993; Elizabeth Musgrave, «Momento Mori: the function and meaning of Breton ossuaries, 1450-1750» dans P. C. Juppé et G. Howarth (dir.) *The Changing Face of Death*, Londres, MacMillan, 1995, p.62-75; Yves-Pascal Castel, «La calvaire de Tronoën», *Ar Men* 119, mars 2001, p. 28-35.
10. Michel Lagrée, *Religion et cultures en Bretagne*, Paris, Fayard, 1992, p. 302.
11. *Politiques et polémiques (1843-1850)*, Paris, Imprimerie nationale, 1997, p. 340.
12. Voir Michel Lagrée, «Le clergé Breton et le premier centenaire de la Révolution française», *Annales de Bretagne*, no. 91, 1984, p. 249-267.
13. James F. McMillan, «Catholicism and Nationalism in France: the case of the Fédération Nationale Catholique, 1924-1939» dans Frank Tallet and Nicholas Atkin (dir.), *Catholicism in Britain and France since 1789*, Londres, Hambledon Press, 1996, p. 151-163.
14. Fañch Elegoët, «Prêtres, nobles et paysans en Léon au début du XX^e siècle; notes sur un nationalisme Breton: *Feiz ha Breiz, 1900-1914*», *Plurial*, no. 18, 1979, p. 39-90.
15. Voir Jean-Yves Guioimar, «Le *Barzaz Breiz* de Théodore Hersart de La Villemarqué», dans P. Nora (dir.), *Les Lieux de Mémoire* III, Paris, Quarto-Gallimard, 1997, p. 479-514; Mary-Ann Constantine, *Breton Ballads*, Aberystwyth, CMCS, 1996.
16. Philippe Le Stum, «Néo-druidisme et régionalisme en Bretagne, 1900-1914», *Bulletin de la société archéologique du Finistère*, no. 126, 1997, p. 441-466.
17. Voir Christian Bourgeard (dir.), *Bretagne et identités régionales*, Brest, CRBC, 2001; Kristian Hamon, *Les nationalistes bretons sous l'Occupation*, Le Relecq-Kerhuon, An Here, 2001; Luc Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation*, Rennes, PUR, 1999.
18. Yvon Tranvouez, «Les catholiques et la question bretonne (1940-1944)» dans Christian Bourgeard (dir.), *Bretagne et identités régionales*, Brest, CRBC, 2001, p.285-306.
19. Voir Sharif Gemie, «Roots, Rock, Breizh: music and the politics of nationhood in contemporary Brittany», *Nations and Nationalism*, vol. 11, no. 1, 2005, p. 103-120.
20. Le thème suivant mérite une thèse de doctorat: comment la mauvaise compréhension du Pays de Galles a montré une fausse route pour plusieurs générations de militants bretons.
21. Voir Sharif Gemie, «The Politics of Language: debates and identities in contemporary Brittany», *French Cultural Studies*, vol. 13, no. 2, 2002, p. 145-164
22. *Combat Breton*, no. 151, 1998, p. 16-18.
23. Voir Sharif Gemie, *Brittany 1750-1950: the Invisible Nation*, Cardiff, UWP, 2007